

GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE

Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Sur la proposition du Ministre-Président, compétent en matière de Relations internationales;

Après délibération,

Arrête :

Le Ministre-Président, compétent en matière de Relations internationales, est chargé de soumettre au Parlement de la Communauté germanophone le projet de décret dont la teneur suit :

Avant-projet de décret portant assentiment au Protocole modifiant le Protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles le 6 décembre 2022

CONTENU

Ce décret porte assentiment à un traité de droit international public.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Exposé des motifs	4
Explications générales	4
Commentaire des articles.....	4
Avant-projet	5
Annexe 1^{re}	6
Annexe 2	7

EXPOSÉ DES MOTIFS

EXPLICATIONS GÉNÉRALES

La mission de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle consiste notamment à promouvoir la protection des marques, des dessins et des modèles dans les trois pays.

Le présent Protocole vise à éviter ou, selon le cas, à mettre fin à la double imposition des agents qui travaillent au sein de cette organisation. Cela crée une égalité de traitement des agents dans les trois pays. Jusqu'à présent, l'élimination du risque de double imposition n'était garantie que pour les agents travaillant aux Pays-Bas.

Cet accord est un traité mixte au sens de l'article 167, § 4, de la Constitution, comme l'a constaté le groupe de travail « Traités mixtes » le 18 janvier 2022.

Lors de sa séance du 2 juin 2022, le Gouvernement de la Communauté germanophone a donné la délégation nécessaire à la signature.

Afin que cet accord puisse entrer en vigueur, le Parlement de la Communauté germanophone doit donner son assentiment.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article unique

L'article unique n'appelle aucun commentaire particulier.

Le Ministre-Président,
Ministre des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du territoire et des Finances
O. PAASCH

AVANT-PROJET

Avant-projet de décret portant assentiment au Protocole modifiant le Protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles le 6 décembre 2022

Article unique – Le Protocole modifiant le Protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles le 6 décembre 2022, sortira son plein et entier effet.

Eupen, le...

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Le Ministre-Président,
Ministre des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du territoire et des Finances
O. PAASCH

ANNEXE 1^{RE}

**Protocole modifiant le Protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation Benelux de la
Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles le 6 décembre 2022**

(original)

ANNEXE 2

**Protocole modifiant le Protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation Benelux de la
Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles le 6 décembre 2022**

(traduction allemande)

REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

DIE REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT,

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten, zuständig für internationale Beziehungen;

Nach Beratung,

Beschließt:

Der Ministerpräsident, zuständig für internationale Beziehungen, wird damit beauftragt, dem Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft den Dekretentwurf mit folgendem Wortlaut vorzulegen:

**DEKRETVORENTWURF ZUR ZUSTIMMUNG ZU DEM PROTOKOLL ZUR ÄNDERUNG DES
PROTOKOLLS ÜBER DIE VORRECHTE UND IMMUNITÄTEN DER BENELUX-
ORGANISATION FÜR GEISTIGES EIGENTUM (MARKEN, MUSTER ODER MODELLE),
GESCHEHEN ZU BRÜSSEL AM 6. DEZEMBER 2022**

INHALTSANGABE

Durch dieses Dekret wird einem völkerrechtlichen Vertrag zugestimmt.

INHALTSVERZEICHNIS

	Seite
Begründung	4
Allgemeine Erläuterungen	4
Kommentar zu den Artikeln	4
Vorentwurf	5
Anlage 1	6
Anlage 2	7

BEGRÜNDUNG

ALLGEMEINE ERLÄUTERUNGEN

Die Aufgabe der Benelux-Organisation für Geistiges Eigentum besteht unter anderem in der Förderung des Marken-, Muster- und Modellschutzes in den drei Ländern.

Vorliegendes Protokoll zielt darauf ab, die Doppelbesteuerung der Bediensteten, die in dieser Einrichtung arbeiten, zu vermeiden beziehungsweise zu beenden. Hierdurch wird eine Gleichbehandlung der Bediensteten in den drei Ländern geschaffen. Bisher war die Vermeidung der Doppelbesteuerung nur für Bedienstete gewährleistet, die in den Niederlanden arbeiteten.

Bei der Vereinbarung handelt es sich um einen „gemischten Vertrag“ im Sinne von Artikel 167 §4 der Verfassung, wie die Arbeitsgruppe für Gemischte Verträge am 18. Januar 2022 feststellte.

Die Vollmacht zur Unterzeichnung erteilte die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in ihrer Sitzung vom 2. Juni 2022.

Damit das Abkommen in Kraft treten kann, bedarf es der Zustimmung des Parlaments der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

KOMMENTAR ZU DEN ARTIKELN

Einzigster Artikel

Der einzige Artikel bedarf keines besonderen Kommentars.

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH

VORENTWURF

Dekretvorentwurf zur Zustimmung zu dem Protokoll zur Änderung des Protokolls über die Vorrechte und Immunitäten der Benelux-Organisation für geistiges Eigentum (Marken, Muster oder Modelle), geschehen zu Brüssel am 6. Dezember 2022

Einziger Artikel – Das Protokoll zur Änderung des Protokolls über die Vorrechte und Immunitäten der Benelux-Organisation für geistiges Eigentum (Marken, Muster oder Modelle), geschehen zu Brüssel am 6. Dezember 2022, ist uneingeschränkt wirksam.

Eupen, den ...

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH

Oliver Paasch
Ministerpräsi
dent

Digital
unterschrieben von
Oliver Paasch
Ministerpräsident
Datum: 2024.11.14
09:51:57 +01'00'

ANLAGE 1

**Protokoll zur Änderung des Protokolls über die Vorrechte und Immunitäten der
Benelux-Organisation für geistiges Eigentum (Marken, Muster oder Modelle),
geschehen zu Brüssel am 6. Dezember 2022**

(Original)

ANLAGE 2

**Protokoll zur Änderung des Protokolls über die Vorrechte und Immunitäten der
Benelux-Organisation für geistiges Eigentum (Marken, Muster oder Modelle),
geschehen zu Brüssel am 6. Dezember 2022**

(Deutsche Übersetzung)

PROTOCOLE
MODIFIANT LE PROTOCOLE
SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS
DE L'ORGANISATION BENELUX DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
(MARQUES ET DESSINS OU MODÈLES)

**PROTOCOLE
MODIFIANT LE PROTOCOLE
SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS
DE L'ORGANISATION BENELUX DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
(MARQUES ET DESSINS OU MODÈLES)**

LE ROYAUME DE BELGIQUE, représenté par :

**le Gouvernement fédéral,
le Gouvernement flamand,
le Gouvernement de la Communauté française,
le Gouvernement wallon,
le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
le Gouvernement de la Communauté germanophone,**

LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,

LE ROYAUME DES PAYS-BAS,

DÉNOMMÉS CI-APRÈS : « LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES »,

VU l'article 1.6, alinéa 1^{er}, en liaison avec l'article 1.7, alinéa 2, et l'article 6.4 de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles),

DÉSIREUX de préciser les privilèges et immunités de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles),

SONT CONVENUS DES DISPOSITIONS SUIVANTES :

ARTICLE I

Après l'article 7 du Protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), il est ajouté un article 7bis, libellé comme suit :

« 1. Le Directeur général et les agents de l'Organisation sont soumis à un impôt au profit de l'Organisation sur les salaires, traitements, émoluments et indemnités payés par elle.

2. Le Directeur général et les agents de l'Organisation sont exonérés d'impôts nationaux sur les salaires, traitements, émoluments et indemnités payés par l'Organisation. Les Hautes Parties Contractantes se réservent cependant le droit de tenir compte de ces salaires, traitements, émoluments et indemnités pour le calcul de l'impôt à percevoir sur les revenus imposables provenant d'autres sources. »

ARTICLE II

L'article 8, paragraphe 3, du Protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles) est remplacé comme suit :

« 3. Nonobstant le paragraphe 1^{er}, pour l'application de l'impôt sur les revenus et sur la fortune, les revenus et les éléments du patrimoine du Directeur général sont imposables dans l'Etat où il est considéré comme résident conformément aux dispositions des conventions préventives de la double imposition et de l'article 7bis du présent Protocole. »

ARTICLE III

- A. Le Gouvernement du Royaume de Belgique est le dépositaire du présent Protocole. Le dépositaire fait parvenir une copie certifiée conforme du présent Protocole à chacune des Hautes Parties Contractantes.
- B. Le présent Protocole est ratifié, accepté ou approuvé par les Hautes Parties Contractantes.
- C. Les Hautes Parties Contractantes déposent leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation auprès du dépositaire.
- D. Le dépositaire informe les Hautes Parties Contractantes du dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation.
- E. Le présent Protocole entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date du dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

F. Le dépositaire informe les Hautes Parties Contractantes de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cette fin, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Bruxelles, le 6 décembre 2022, en un seul exemplaire, en langues néerlandaise et française, les deux textes faisant également foi.

POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE représenté par :

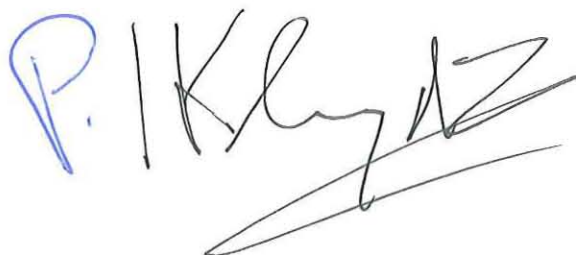
le Gouvernement fédéral,
le Gouvernement flamand,
le Gouvernement de la Communauté française,
le Gouvernement wallon,
le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
le Gouvernement de la Communauté germanophone,



POUR LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG :



POUR LE ROYAUME DES PAYS-BAS :



Exposé des motifs commun du Protocole modifiant le Protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles)

L'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (OBPI) est une organisation internationale créée par la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), faite à La Haye le 25 février 2005 (CBPI) (modifiée à plusieurs reprises)¹. L'OBPI a notamment pour mission (article 1.3 CBPI) l'exécution de la CBPI et de son règlement d'exécution et la promotion de la protection des marques et des dessins ou modèles dans les pays du Benelux. L'OBPI est dotée de la personnalité juridique nationale et internationale (article 1.4 CBPI) et est *self-supporting* (article 1.12 CBPI), ce qui signifie qu'elle ne reçoit pas de fonds provenant des contributions nationales des pays du Benelux, mais est entièrement financée par les taxes officielles payées par les utilisateurs du système de propriété intellectuelle (marques, dessins et modèles et i-DEPOT). L'OBPI a son siège à La Haye (article 1.5 CBPI).

Afin de garantir son indépendance, l'OBPI jouit des privilèges et immunités usuels des organisations internationales, qui sont fixés dans un Protocole qui fait partie intégrante de la CBPI (articles 1.6 et 6.4 CBPI). Le Directeur général et les agents sont soumis à un impôt interne et sont par conséquent exonérés aux Pays-Bas de toute imposition nationale sur la base d'un Accord de siège conclu entre l'OBPI et le pays hôte (les Pays-Bas) conformément à l'article 1.6, alinéa 2, CBPI². Contrairement à la plupart des autres organisations internationales, les économies qui en découlent en termes de frais de personnel ne reviennent pas aux Etats membres (puisque en raison du caractère *self-supporting* de l'OBPI, ils ne contribuent pas à son financement) mais profitent directement aux utilisateurs du système de propriété intellectuelle, c'est-à-dire aux entrepreneurs (principalement des PME) au sein du Benelux, qui disposent ainsi d'un système avantageux et accessible.

Afin d'éviter que les agents de l'OBPI ne soient soumis à la fois à un impôt interne et à un impôt national – donc à une double imposition – l'Accord de siège précité prévoit une exonération. Toutefois, cet Accord de siège ne concerne à proprement parler que les impôts nationaux dans le pays hôte (les Pays-Bas) mais pas dans les deux autres pays du Benelux (le Luxembourg et la Belgique). Cela pourrait avoir pour conséquence que des agents de l'OBPI soient soumis à une double imposition en vertu des règles applicables dans ces pays dans certaines circonstances (par exemple, lorsque la famille n'a pas déménagé avec eux). L'Accord de siège est un accord bilatéral entre l'OBPI et les Pays-Bas et n'a donc pas vocation à résoudre les situations de double imposition susmentionnées. La double imposition n'est évidemment pas le but recherché et peut conduire à des situations très indésirables et injustifiées pour les personnes concernées. Sans la modification proposée dans le présent Protocole, il est en fait fréquent que ce soient surtout les agents originaires du Luxembourg ou de la Belgique qui risquent de se retrouver dans ces situations très indésirables et injustifiées ; une telle inégalité entre les agents se heurte au caractère international et à la dimension Benelux de l'OBPI. En outre, il serait étrange que la CBPI, dont le Protocole sur les privilèges et immunités fait partie intégrante, ne produise pas le même effet sur le territoire de l'ensemble du Benelux : il ne saurait y avoir une application différente entre les trois pays du Benelux.

Afin d'exclure une telle situation non voulue, la présente modification du Protocole sur les privilèges et immunités ne vise qu'à éliminer un risque imprévu de double imposition. Au moyen de ce Protocole, les pays du Benelux ne souhaitent donc que garantir l'absence de double imposition et l'égalité de traitement des agents de l'OBPI dans les trois pays.

¹ Au moment de l'élaboration du présent protocole, la CBPI était modifiée en dernier lieu par le Protocole fait à Bruxelles le 11 décembre 2017.

² *Tractatenblad* du Royaume des Pays-Bas, année 2007, n° 202, et année 2014, n° 94.

Afin d'assurer la sécurité juridique susvisée, un nouvel article 7bis est inséré dans le Protocole sur les privilèges et immunités de l'OBPI. Les dispositions de ce nouvel article correspondent au fond aux dispositions de l'Accord de siège entre l'OBPI et les Pays-Bas en ce qui concerne le Directeur général et les agents de l'OBPI quant à l'exonération des impôts nationaux sur les traitements, salaires, émoluments et indemnités qui leur sont payés par l'Organisation. En ce qui concerne le Directeur général, la cohérence demande que cela soit également reflété dans l'article 8, paragraphe 3, du Protocole.

NOTE FROM P&O5.4: OUTSOURCED DOCUMENT

Protokoll zur Änderung des Protokoll über Vorrechte und Immunitäten der Benelux-Organisation für geistiges Eigentum (Marken, Muster oder Modelle)

Das Königreich Belgien,
vertreten durch:

- die Föderalregierung
- die Flämische Regierung
- die Regierung der Französischen Gemeinschaft
- die Wallonische Regierung
- die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt
- die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Das Großherzogtum Luxemburg,

Das Königreich der Niederlande,

Nachstehend als „die Hohen Vertragsparteien“ bezeichnet,

Gestützt auf Artikel 1.6 Absatz 1 *in Verbindung* mit Artikel 1.7 Absatz 2 und Artikel 6.4 des Benelux-Vertrags über geistiges Eigentum (Marken, Muster oder Modelle),

in dem Wunsch, die Vorrechte und Immunitäten der Benelux-Organisation für geistiges Eigentum (Marken, Muster oder Modelle) zu präzisieren;

Folgendes vereinbart:

Artikel I

Nach Artikel 7 des Protokolls über die Vorrechte und Immunitäten der Benelux-Organisation für geistiges Eigentum (Marken, Muster oder Modelle) wird ein Artikel 7a mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„1. Der Generaldirektor und die Mitglieder des Personals der Organisation unterliegen einer Steuer zugunsten der Organisation auf die von ihr gezahlten Gehälter, Löhne, Bezüge und Vergütungen.

2. Der Generaldirektor und die Mitglieder des Personals der Organisation sind von den nationalen Steuern auf die von der Organisation gezahlten Gehälter, Löhne, Bezüge und Vergütungen befreit. Die Hohen Vertragsparteien behalten sich jedoch das Recht vor, diese Gehälter, Löhne, Bezüge und Vergütungen bei der Berechnung der Steuer zu berücksichtigen, die auf das steuerpflichtige Einkommen aus anderen Quellen zu erheben ist.“

Artikel II

Artikel 8 Absatz 3 des Protokolls über die Vorrechte und Immunitäten der Benelux-Organisation für geistiges Eigentum (Marken, Muster oder Modelle) lautet wie folgt:

„3. Ungeachtet des Absatzes 1 sind die Einkünfte und das Vermögen des Generaldirektors für Zwecke der Einkommens- und Kapitalsteuern in dem Staat zu besteuern, in dem er nach den Bestimmungen der Abkommen zur Vermeidung der Doppelbesteuerung und des Artikels 7bis dieses Protokolls als ansässig gilt.“

Artikel III

A. Die Regierung des Königreichs Belgien ist Verwahrer dieses Protokolls. Der Verwahrer übermittelt jeder Hohen Vertragspartei eine beglaubigte Abschrift dieses Protokolls.

B. Dieses Protokoll wird von den Hohen Vertragsparteien ratifiziert, angenommen oder genehmigt.

C. Die Hohen Vertragsparteien hinterlegen ihre Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunden beim Verwahrer.

D. Der Verwahrer unterrichtet die Hohen Vertragsparteien von der Hinterlegung der Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunden.

E. Dieses Protokoll tritt am ersten Tag des zweiten Monats nach dem Tag der Hinterlegung der dritten Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunde in Kraft.

F. Der Verwahrer unterrichtet die Hohen Vertragsparteien über den Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Protokolls.

ZU URKUND DESSEN haben die hierzu ordnungsgemäß befugten Unterzeichneten dieses Protokoll unterschrieben.

Geschehen zu,, in einem einzigen Exemplar in niederländischer und französischer Sprache, wobei beide Texte gleichermaßen verbindlich sind.

Für das Königreich Belgien: ...

vertreten durch:

- die Föderalregierung
- die Flämische Regierung
- die Regierung der Französischen Gemeinschaft
- die Wallonische Regierung
- die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt
- die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Für das Großherzogtum Luxemburg: ...

Für das Königreich der Niederlande: ...

Gemeinsame Begründung des Protokolls zur Änderung des Protokolls über die Vorrechte und Immunitäten der Benelux-Organisation für geistiges Eigentum (Marken, Muster oder Modelle)

Die Benelux-Organisation für geistiges Eigentum (BOIE) ist eine internationale Organisation, die durch das (mehrfach geänderte) Benelux-Übereinkommen über geistiges Eigentum (Marken, Muster oder Modelle) gegründet wurde, das am 25. Februar 2005 (BVIE) in Den Haag unterzeichnet wurde¹. Zu den Aufgaben der BOIE gehören (Artikel 1.3 BVIE) die Umsetzung des BVIE und seiner Durchführungsbestimmungen sowie die Förderung des Schutzes von Marken, Mustern oder Modellen in den Benelux-Ländern. Die BOIE besitzt nationale und internationale Rechtspersönlichkeit (Artikel 1.4 BVIE) und ist *selbsttragend* (Artikel 1.12 BVIE), d.h. sie erhält keine Mittel aus nationalen Beiträgen der Benelux-Länder, sondern finanziert sich vollständig aus offiziellen Gebühren, die von den Nutzern des Systems des geistigen Eigentums (Marken, Muster, Modelle und i-DEPOT) entrichtet werden. Die BOIE hat ihren Sitz in Den Haag (Artikel 1.5 BVIE).

Um ihre Unabhängigkeit zu gewährleisten, genießt die BOIE die für internationale Organisationen üblichen Vorrechte und Immunitäten, die in einem Protokoll niedergelegt sind, das integraler Bestandteil des BVIE ist (Artikel 1.6 und 6.4 BVIE). Der Generaldirektor und das Personal unterliegen der inländischen Besteuerung und sind daher in den Niederlanden aufgrund eines zwischen der BOIE und dem Gastland (den Niederlanden) geschlossenen Sitzabkommens gemäß Artikel 1.6 Absatz 2 BVIE von der nationalen Besteuerung befreit². Anders als bei den meisten anderen internationalen Organisationen kommen hier die damit verbundenen Einsparungen bei den Personalkosten nicht den Mitgliedstaaten zugute (die sich aufgrund des *selbsttragenden* Charakters der BOIE nicht an deren Finanzierung beteiligen), sondern kommen direkt den Nutzern des Systems des geistigen Eigentums zugute, d.h. den Unternehmern (vor allem KMU) in den Benelux-Ländern, denen damit ein vorteilhaftes und zugängliches System zur Verfügung steht.

Um zu vermeiden, dass das BOIE-Personal sowohl einer internen Vorsteuerabgabe als auch einer nationalen Besteuerung - d.h. einer Doppelbesteuerung - unterworfen wird, ist in dem oben genannten Sitzabkommen eine Ausnahmeregelung vorgesehen. Streng genommen betrifft dieses Sitzabkommen jedoch nur die nationalen Abgaben des Gastlandes (Niederlande), nicht aber die der beiden anderen Benelux-Länder (Luxemburg und Belgien). Dies könnte dazu führen, dass BOIE-Bedienstete nach den in diesen Ländern geltenden Vorschriften unter Umständen doppelt besteuert werden (z. B. wenn die Familie nicht mit ihnen umgezogen ist). Das Sitzabkommen ist ein bilaterales Abkommen zwischen der BOIE und den Niederlanden und zielt daher nicht darauf ab, die vorgenannten Fälle von Doppelbesteuerung zu beheben. Eine Doppelbesteuerung ist natürlich keineswegs gewollt und kann zu höchst unerwünschten und ungerechtfertigten Situationen für die betroffenen Personen führen. Ohne die in diesem Protokoll vorgeschlagene Anpassung besteht nämlich häufig das Risiko, dass insbesondere Bedienstete aus Luxemburg oder Belgien in diese höchst unerwünschten und ungerechtfertigten Situationen geraten; eine solche Ungleichheit zwischen den Bediensteten steht im Widerspruch zum internationalen Charakter und zur Benelux-Dimension der BOIE. Im Übrigen wäre es merkwürdig, dass das BVIE, dessen wesentlicher Bestandteil das Protokoll über die Vorrechte und Immunitäten ist, nicht für das gesamte Benelux-Gebiet die gleiche Wirkung hätte: Von einer unterschiedlichen Anwendung zwischen den drei Benelux-Ländern kann keine Rede sein.

¹ Zum Zeitpunkt der Abfassung dieses Protokolls war das BVIE zuletzt durch das Protokoll von Brüssel vom 11. Dezember 2017 geändert worden.

² Tractatenblad van het Koninkrijk der Nederlanden, Jahrgang 2007, Nr. 202, und Jahrgang 2014, Nr. 94.

Um eine solche unbeabsichtigte Situation zu vermeiden, zielt die vorliegende Änderung des Protokolls über die Vorrechte und Immunitäten lediglich darauf ab, ein unvorhergesehenes Risiko der Doppelbesteuerung zu beseitigen. Mit diesem Protokoll wollen die Benelux-Länder also nur sicherstellen, dass eine Doppelbesteuerung vermieden wird und dass die BOIE-Bediensteten in den drei Ländern gleichbehandelt werden.

Um die oben genannte Rechtssicherheit zu gewährleisten, wird ein neuer Artikel 7a in das Protokoll über die Vorrechte und Immunitäten der BOIE eingefügt. Die Bestimmungen dieses neuen Artikels entsprechen im Wesentlichen den Bestimmungen des Sitzabkommens zwischen der BOIE und den Niederlanden in Bezug auf den Generaldirektor und die BOIE-Bediensteten hinsichtlich der Befreiung von nationalen Steuern auf die von der Organisation gezahlten Gehälter, Löhne, Bezüge und Vergütungen. Was den Generaldirektor betrifft, so erfordert die Kohärenz, dass dies auch in Artikel 8 Absatz 3 des Protokolls zum Ausdruck kommt.